

# IL A ÉTÉ L'INVITÉ DE L'ÉMISSION 100 % POLITIQUE DE LA RADIO INTERNATIONALE

## Karim Tabou parle des réformes de Bouteflika

**Hier sur les ondes de la Radio Internationale, Karim Tabou a justifié sa longue absence par la «fermeture» de l'espace public aux partis de l'opposition. Le premier secrétaire du FFS a même menacé à plusieurs reprises de quitter le studio si la journaliste «manque encore de respect» à Da El Hocine.**

«Les Algériens savent que Hocine Aït Ahmed est à Lausanne (Suisse) mais ne savent pas où se trouve le président Bouteflika, si c'est à l'hôpital, en France, ou on ne sait où !», s'emparte-t-il pour dire qu'un leader politique peut diriger son parti à partir de l'étranger.

De même qu'il n'a pas manqué de faire remarquer à la journaliste que diriger le parti depuis 48 ans ne peut être assimilé au règne de Mouammar Kadhafi (42 ans). «Je refuse cette comparaison. Je n'ai pas accepté de participer à l'émission pour assister au manque de respect à la personne d'Aït Ahmed. Aït Ahmed a libéré un peuple, Kadhafi, lui, a écrasé son peuple.» En tout cas, la journaliste n'a pas tenté la comparaison, elle lui a demandé de faire brièvement le bilan d'action du FFS depuis sa création.

Il justifiant son absence sur le terrain il dira : «Nous subissons l'interdit et la censure. Moi, je suis choqué du motif que la télévision m'a avancé pour me refuser un direct. Pour des raisons techniques, dites-vous ! C'est une insulte à l'égard de l'opinion publique.» Mais il se propose de faire seulement un diagnostic : «Il faut qu'on fasse le diagnostic d'abord. Le régime a peur du changement.

Il empêche ainsi l'évolution de la société. Le pouvoir s'organise contre la société. Il renforce la police. Les pharmaciens, les enseignants, les chômeurs et les étudiants qui ont manifesté ont été confrontés à une répression sauvage. C'est un pouvoir qui défie la communauté nationale et ment à l'opinion publique internationale.

Oui, les réformes annoncées sont un mensonge.» Karim Tabou ne s'est pas arrêté-là. Pour lui, le système a cassé les partis politiques, la société civile et même les partis au pouvoir. C'est que, ajoute-t-il, il n'a même pas été capable de se restructurer lui-même. Que devons-nous faire pour sortir de cette crise ? «C'est simple, arrêter ce mensonge et écouter les Algériens, c'est ça le changement. Le FFS est un parti qui a un ancrage dans la société et qui évolue au rythme de cette société. Notre fierté est de voir des citoyens partager nos idées», réplique-t-il.

Par ailleurs, à en croire Karim Tabou, le FFS ne participera peut-être pas aux prochaines joutes électorales. «La participation aux



Karim Tabou égal à lui-même.

élections n'est pas une décision à prendre comme ça. Ce n'est pas

un problème de calendrier. Il ne sert à rien de changer le décor si

les pratiques ne changent pas. Tous les Algériens savent que les élections sont organisées en deux tours. Les décideurs votent lors du premier tour avant le carnaval populaire.»

Et sur le plan économique et social ? «Nous avons toujours dit qu'il n'y aura pas de décollage économique avant l'installation d'institutions politiques démocratiquement élues», avance-t-il.

Qu'en est-il du programme économique du FFS ? «Ce n'est pas notre sujet aujourd'hui», rétorque-t-il. «Venez demain, nous parlerons de votre programme économique», suggère l'animatrice. Tabou s'engage publiquement à venir avant de se rétracter, sur-le-champ.

«Je suis d'accord pour le principe, nous discuterons des modalités après.» L'émission s'est terminée en queue de poisson.

L. H.

## PROJET DE LOI ORGANIQUE SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ DE LA FEMME DANS LES ASSEMBLÉES ÉLUES

### Benhabylès dénonce les amendements introduits

**Saïda Benhabylès dénonce les amendements introduits par la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN dans le projet de loi organique fixant les modalités d'élargissement de la représentativité de la femme dans les assemblées élues.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** Hier au forum d'El Moudjahid, la présidente du Mouvement féminin algérien de solidarité avec la famille rurale est revenue sur le projet de loi organique sur la représentativité de la femme dans les assemblées élues. Dénonçant les amendements introduits par les députés, notamment celui de ramener la proportion de femmes exigée dans une liste de 30% à 20%, elle affirmera que «les us et coutumes n'ont jamais été un obstacle pour la présence de la femme dans les

assemblées élues». Un argument qu'elle qualifie d'«infondé». Elle rappellera, ainsi, la présence en force de la femme et son rôle durant la révolution nationale et les années de terrorisme. «Qu'est-ce qui est difficile à affronter, la mort ou le politique ?», s'interroge-t-elle. «Il ne s'agit pas d'une lutte entre les femmes et les hommes. Je ne suis pas féministe», ne cessait-elle de répéter, avant de poursuivre : «C'est une lutte pour un droit, une justice et une vision réelle de la démocratie.»

Elle estime que «nos parlementaires ne sont pas imprégnés des notions de la démocratie. Même les fondements et les composantes humaines des partis politiques sont à revoir».

Plaidant pour une importante représentativité de la femme, Benhabylès a toutefois souligné qu'«il ne faut pas tomber dans le piège de la représentation qui sert de décor pour les assemblées élues». Pour elle, le système de quota n'est qu'«un moyen provisoire qui permet d'approfondir le processus démocratique».

L'intervenante a également fait part d'une lettre ouverte adressée par une délégation de femmes intellectuelles et d'asso-

ciations de femmes à l'Assemblée populaire nationale. «Nous exigeons le dialogue avec le Parlement sinon nous saisirons le président de la République. S'il le faut, nous passerons à la démonstration de force», dit-elle.

Par ailleurs, Benhabylès a affirmé que la santé de la femme et de l'enfant constitue le problème primordial dans les zones rurales.

Elle tire ainsi la sonnette d'alarme sur la priorité de la prise en charge des maladies lourdes, tel le cancer.

Déplorant les commentaires du ministre de la Santé, elle ajoutera : «Comment laisser les malades sans traitement

R. N.

## MILOUD CHORFI À PROPOS DE LA LOI SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS LES ASSEMBLÉES ÉLUES :

### «Ceux qui sont contre cette loi étaient les premiers à la revendiquer»

**Lors d'une rencontre régionale sur «les réformes et la participation politique de la femme», à Bouira, qu'il a présidée, Miloud Chorfi, porte-parole du RND, n'a pas ménagé les partis de l'Alliance présidentielle qui s'étaient montrés réticents vis-à-vis du projet de loi organique fixant les modalités d'élargissement de la représentativité des femmes dans les assemblées élues.**

**Yazid Yahiaoui - Bouira (Le Soir) -** Ainsi, ce texte, qui a été longuement débattu à l'APN et qui a fait couler beaucoup d'encre, notamment du côté des islamistes, mais également des députés FLN et du PT, qui se sont tous montrés contre le système des quotas, a fait réagir le responsable du RND qui était très à l'aise en indiquant que le projet de loi est soutenu par le RND «globalement et dans le détail».

Selon le conférencier, le projet de loi proposé par le président de la République «est venu réparer une injustice existante au sein de notre société vis-à-vis d'une frange qui représente 49,5 % de la

population mais dont la représentativité ne dépasse pas les 10 % au sein de l'APN, du Sénat et les Assemblées locales».

Revenant sur les péripéties qui ont caractérisé les débats au sein de l'APN sur ce projet de loi, M. Chorfi s'est dit très déçu par la désaffection des partis de l'Alliance présidentielle de son texte, mais a néanmoins rappelé que «l'Alliance telle que conçue au sein du RND, s'est toujours faite autour du président de la République et son programme, et non autour des partis».

En outre, et au sujet des islamistes qui se sont montrés hostiles à toute idée de quotas de

femmes dans les Assemblées élues, le porte-parole du RND a indiqué que dans un passé récent, ce sont ces partis qui demandaient des quotas, mais après avoir remarqué que les femmes qui s'impliquaient dans la politique et la vie active n'étaient pas celles qu'ils espéraient, ils se sont ravisés.

Pour sa part, M<sup>e</sup> Nouara Saâdia Djaâfar, ministre déléguée chargée de la Famille et de la Condition féminine, présente également à cette rencontre régionale tenue au niveau du théâtre communal Salah-Saâdaoui de Bouira, qui a regroupé quelque 300 femmes représentant dix wilayas du centre, dont Alger, a dénoncé les propos tenus par un député islamiste qui accuse le projet d'asservir la femme et de la renvoyer à l'époque de l'esclavagisme.



Miloud Chorfi.

«Ce sont ces mentalités rétrogrades qui vont mettre la femme dans l'asservissement et l'esclavagisme et non le projet qui est venu pour la libérer et lui offrir la

chance de décider d'elle-même et d'être la maîtresse de son destin, de démontrer ce dont elle est capable». dira-t-elle.

Y. Y.